

(4)

(N° 26.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1919.

Projet de loi

concernant l'enregistrement de certains actes et contenant des dispositions temporaires en matière de cotisation et de prescription.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de présenter aux Chambres un projet de loi renfermant quelques dispositions urgentes qui, pour en résumer immédiatement les tendances, intéressent le Trésor de l'État, certaines branches de commerce très importantes, un grand nombre de contribuables éprouvés par la guerre et un plus grand nombre encore de porteurs de la Dette belge et autres créanciers de l'État.

Le projet renferme, d'une part, des dispositions fiscales permanentes (Section I), d'autre part, des dispositions temporaires, nécessitées par les circonstances de guerre, en matière de prescription (Section II). Parmi ces dernières, il s'agit à la fois de la prescription contre le Trésor (art. 3 et 4) et de la prescription à son profit (art. 5, 6 et 7).

ARTICLE PREMIER.

Ventes publiques de marchandises.

L'article premier de la loi du 5 juillet 1860, complété par l'article 13 de celle du 24 décembre 1906, exemptait de tout droit d'enregistrement, lorsqu'elles sont faites expressément sans frais pour les acheteurs, les ventes publiques de marchandises autres que les marchandises manufacturées ou autrement fabriquées, dont la vente publique est réglementée par la loi du 20 mai 1846.

La loi du 24 octobre dernier, par son article 19, a prononcé l'abrogation de l'article premier de la loi de 1860. Il en résulte que les ventes publiques précédemment affranchies de l'impôt par cette dernière disposition, sont maintenant assujetties au droit d'enregistrement de 2,70 p. c., taux généralement établi pour les ventes publiques d'objets mobiliers qui ne sont pas soumises à un régime fiscal particulier.

Or j'ai dû reconnaître, à la suite de communications toutes récentes et péremptoires, que cette charge de 2,70 p. c. du montant de la vente compromettrait gravement le grand marché de laines, de caoutchouc et d'ivoire qui existait à Anvers avant la guerre et est en voie reconstitution. Il est à redouter que, si les ventes publiques qui se font couramment par les maisons de la place étaient grevées de cette nouvelle charge, l'importation de ces marchandises ne se détourne d'Anvers pour prendre le chemin de ports concurrents.

L'intérêt fiscal et le désir d'unifier la législation, qui ont inspiré l'abrogation prémentionnée, doivent ici céder devant un intérêt économique très considérable. Aussi n'hésité-je pas à proposer de rétablir l'exemption antérieure.

Il suffit, à cette fin, d'un texte portant remise en vigueur de la disposition de 1860, sans qu'il soit nécessaire d'exprimer formellement l'abrogation partielle de l'article 19 de la loi du 24 octobre 1919.

ART. 2.

Liquidation des droits sur les ventes publiques d'immeubles.

En principe, dans le titre d'un contrat ou, plus généralement, d'une affaire complexe, les diverses parties formant des conventions ou dispositions distinctes, indépendantes l'une de l'autre, sont traitées séparément pour l'application du droit d'enregistrement et, s'il y a lieu, du droit de transcription hypothécaire (art. 11 de la loi du 22 frimaire An VII; art. 25 de la loi du 21 ventôse an VII).

Il en est ainsi d'un procès-verbal d'adjudication publique d'immeubles en plusieurs lots. Or, lorsque les lots sont nombreux, ce qui est fréquent, la liquidation des droits article par article, suivant cette règle, prend un temps précieux au receveur de l'enregistrement chargé de la perception des deux impôts, et plus tard à l'employé supérieur chargé de la vérification, le tout sans intérêt appréciable pour le Trésor.

Comme corollaire de la liquidation fractionnelle, le receveur doit mentionner distinctement, dans la quittance qu'il inscrit au pied ou en marge de l'acte, la somme perçue pour chaque lot (article 57 de la loi de frimaire). Ce détail de la perception est sans utilité pratique relativement aux actes dont il s'agit présentement, étant donné que chaque adjudicataire s'acquitte des droits, honoraires et autres frais, en mains du notaire, au moyen du tantième qui est invariablement stipulé à cette fin.

Il y a donc toute raison d'admettre la liquidation cumulative sur l'ensemble des lots dont la vente est soumise au même tarif, à l'instar de ce qui est réglé pour les ventes publiques mobilières (article 6 de la loi du 22 pluviôse an VII).

ART. 3 ET 4.

Délais de cotisation et de prescription.

L'article 2 de la loi budgétaire du 24 octobre dernier fixe à cinq ans le

délai de prescription des droits fraudés en matière d'impôts directs et de taxes similaires.

D'autre part, la loi transitoire de finances du 28 décembre 1918 renferme une mesure de circonstance permettant d'exercer jusqu'au 31 décembre 1919 l'action en paiement des impôts, taxes et autres produits qui se seraient trouvés prescrits pendant la durée de la guerre.

Ces dispositions ne suffisent point à assurer le recouvrement des droits de diverses espèces que des contribuables ont tâché d'éluder ou qui demeurent en souffrance par suite d'empêchements résultant de la guerre.

Les délais légaux pour la cotisation aux contributions directes varient, selon l'espèce, d'un an à cinq ans. De nombreuses cotisations afférentes à la période de guerre n'ont pu être établies dans le délai voulu. Notamment des sociétés par actions, belges et étrangères, n'ont pas encore remis leurs déclarations pour la perception de la taxe sur leurs bénéfices des exercices 1913, 1914 et 1915, soit qu'il leur ait été impossible d'arrêter leurs bilans, soit pour d'autres causes. D'autre part, la vérification des déclarations faites pour l'établissement de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre révèle que des contribuables portent en déduction, comme bénéfices d'avant-guerre, des sommes notablement supérieures à celles sur lesquelles elles ont été cotisées au droit de patente. A ces causes, dans l'intérêt du Trésor et dans un but d'égalité fiscale, l'article 3 stipule que les cotisations afférentes aux exercices 1913 à 1919 pourront être établies jusqu'au 31 décembre 1920.

D'un autre côté, l'application journalière des lois sur les contributions directes et les droits de succession, dans le cours de l'année qui prend fin, a fait reconnaître la nécessité de prolonger d'une année le délai de circonstance expirant le 31 du mois courant. C'est principalement dans l'intérêt des contribuables que cette mesure est proposée, car, à défaut de prolongation, l'administration aurait été obligée, dans un très grand nombre de cas, de faire signifier des actes de poursuite aux fins d'interrompre la prescription, actes inutilement vexatoires et coûteux et occasionnant, de plus, un surcroît de travail à des fonctionnaires déjà surchargés.

Les impôts d'État qui sont ici en cause sont les contributions directes (foncière, personnelle, patente, taxe sur les revenus et profits réels, etc.) et les droits de succession.

L'expression « taxes y assimilées » embrasse en outre les taxes spéciales des provinces et des communes, à qui les dispositions proposées à l'article 4 seront donc également utiles.

* * *

Les dispositions des articles 3 et 4 sont dans l'intérêt du Trésor public; celles des articles 5, 6 et 7 sont dans l'intérêt des créanciers de l'État.

ART. 5.

Ordonnances de paiement.

Aux termes de l'article 36 de la loi de comptabilité, les ordonnances de paiement à charge du Trésor se prescrivent par cinq ans à compter du pre-

mier janvier de l'exercice auquel elles se rapportent. Ainsi une ordonnance émise à charge de l'exercice 1910 et restée impayée, s'est trouvée atteinte de prescription le 31 décembre 1914.

En fait, quantité de créances ordonnancées à une époque remontant jusqu'à trois et quatre ans avant la guerre sont restées en souffrance chez les intéressés par suite de causes diverses qui se produisent en tout temps. D'autre part, pendant les cinq derniers mois de 1914 et pendant l'année 1915, l'administration belge a émis un grand nombre d'ordonnances, dont le pouvoir occupant interdisait le paiement et qui n'ont pas encore été touchées à l'heure actuelle, soit que les bénéficiaires, exilés jusqu'à la fin des hostilités, aient été rapatriés, soit que les ayants-droit des bénéficiaires décédés aient négligé par oubli ou n'aient pas eu la possibilité de faire les diligences et de fournir les justifications nécessaires.

Il s'agit, notamment de quartiers de pension, de réquisitions faites en 1914 par notre armée, de créances pour travaux et fournitures antérieurs à la guerre, d'intérêts sur les cautionnements en numéraire, etc.

La disposition générale portée à l'article 5 de la loi transitoire de finances du 28 décembre 1918, abolissant les prescriptions accomplies pendant la période de guerre (du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1918) et accordant un nouveau délai jusqu'au 31 décembre 1919 pour l'exercice des droits prescrits, n'est donc pas suffisante à l'égard de nombreux créanciers de l'État victimes de circonstances fatales.

L'article 5 du projet prolonge ce délai d'une année à l'égard des ordonnances prescrites dans le cours de la période du 31 décembre 1914 au 31 décembre 1919.

Il convient d'étendre la mesure aux ordonnances de paiement émises par les administrations provinciales, ces ordonnances étant soumises à la même prescription que celles de l'État (art. 53 de la loi de comptabilité).

ART. 6 ET 7.

Intérêts et arrérages; capitaux devenus remboursables.

Les créances à charge de l'État, si elles ne sont pas régies à cet égard par des dispositions particulières, sont soumises à la prescription de droit commun (Code civil art. 2227) : le délai est de trente ans pour les créances en capital (art. 2262), de cinq ans pour celles qui sont payables par année ou à des termes périodiques plus courts (art. 2277).

Ainsi la prescription trentenaire s'applique aux titres de la Dette publique devenus remboursables en capital, et la prescription quinquennale à leurs intérêts ou arrérages, et aussi aux intérêts des sommes versées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

On sait que le pouvoir occupant a complètement suspendu le service financier de la Dette publique et celui des Consignations. D'où la nécessité d'abolir les prescriptions qui se sont accomplies à partir du 1^{er} août 1914, relativement à des capitaux ressortissant à la Dette publique — par exemple, des obligations de la Caisse d'Annuités sorties au tirage — et relativement

aux intérêts ou arrérages de la Dette directe ou indirecte, consolidée ou flottante.

L'idée maîtresse des articles 6 et 7 est d'ajouter au terme normal de la prescription un délai de cinq années, correspondant à la période que l'on doit envisager comme la durée de fait de la guerre.

Un arrêté royal du 26 octobre 1914, pris en vertu des pouvoirs extraordinaires conférés au Roi par la loi du 4 août précédent, a suspendu, « pendant » la durée de la guerre, toutes prescriptions ou péremptions en matière « civile », en faveur des personnes qui se trouvaient empêchées d'exercer leurs droits et actions par le fait de l'occupation. Il semble hors de propos d'examiner si, dans quelles mesure et conditions cet arrêté était applicable aux choses dont il s'agit présentement. Il importe plutôt de les régler par des dispositions nouvelles fixant d'une manière précise les limites à assigner aux conséquences de la suspension de droit et des empêchements de fait.

L'article 6 distingue entre les créances (en capital ou en intérêts ou arrérages) qui étaient exigibles avant la guerre, et celles qui le sont devenues depuis l'ouverture des hostilités. Pour ce qui était dû avant la guerre, le 1^{er} alinéa prolonge de cinq ans le délai normal de prescription, en ajoutant même un délai complémentaire en faveur des créances les plus anciennes : la disposition porte que la prescription réglée à nouveau ne pourra pas s'accomplir avant le 31 décembre 1920, par égard pour des créanciers dont les droits, sans ce correctif, auraient péri dans le cours de la première année (1919), encore fort anormale et troublée, qui a suivi la restauration. Relativement à ce qui est échu depuis le début de la guerre, le second alinéa fait courir le délai normal de la prescription, non pas à partir de l'exigibilité, mais à partir d'une date uniforme : le premier janvier 1920. On se rend aisément compte de l'utilité pratique de cette disposition, de sa nécessité peut-on dire, au point de vue du travail des agents chargés de payer et de vérifier l'énorme quantité de coupons qui s'échelonnent, avec des dates d'échéances différentes, sur une période de cinq ans et demi à peu près (1^{er} août 1914 -- 31 décembre 1919).

L'article 7 se borne à appliquer aux intérêts des consignations le plan de prescription établi par l'article 6 relativement aux intérêts ou arrérages de la Dette publique. On sait qu'en matière de consignations, il n'est point question de prescription du capital au profit de l'État dépositaire (code civil article 2236).

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

PROJET DE LOI

concernant l'enregistrement des certains actes et contenant des dispositions temporaires en matière de cotisation et de prescription.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

SECTION I.

Droits d'enregistrement.

ARTICLE PREMIER.

Est remis en vigueur l'article premier de la loi du 5 juillet 1860, complété par l'article 13 de celle du 24 décembre 1906, accordant conditionnellement l'exemption du droit d'enregistrement à certaines ventes publiques de marchandises.

ART. 2.

Par modification à l'article 11 de la loi du 22 frimaire an VII, dans le cas d'une adjudication publique

WETSONTWERP

betreffende de registratie van zekere akten en houdende tijdelijke bepalingen in zake aanslag en verjaring.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen, waarvan de inhoud volgt :

AFDEELING I.

Registratierechten.

ARTIKEL EEN.

Wordt opnieuw in werking gesteld artikel 1 der wet van 5 Juli 1860, aangevuld bij artikel 13 dergene van 24 December 1906, waarbij voorwaardelijk vrijdom van registratierecht wordt verleend aan zekere openbare verkoopen van goederen.

ART. 2.

Bij wijziging van artikel 11 der wet van 22 frimaire jaar VII, wordt in geval van eene openbare toewij-

d'immeubles en plusieurs lots, le droit est perçu cumulativement sur l'ensemble des lots soumis au même tarif, compris dans un même procès-verbal.

SECTION II.

Dispositions temporaires concernant les délais de cotisation et de prescription.

ART. 3.

Sans préjudice aux dispositions de l'article 2 de la loi du 24 octobre 1919, les cotisations en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, afférentes aux exercices 1913 à 1919, pourront être établies jusqu'au 31 décembre 1920.

ART. 4.

Sont prorogés au 31 décembre 1920 :

1° Les délais de prescription qui expireraient dans le cours de l'année 1920 relativement aux poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées ;

2° Le délai établi par l'article 5 de la loi transitoire de finances du 28 décembre 1918, en tant qu'il s'applique au recouvrement des droits, intérêts et amendes en matière de succession.

ART. 5.

Par dérogation à l'article 36 de la loi de comptabilité du 15 mai 1846, le paiement des créances ordonnan-

cing van onroerende goederen in verschillende koopen, het recht geheven gezamenlijk op de geheelheid der koopen aan eenzelfde tariefonderwerper, in eenzelfde proces-verbaal begrepen.

AFDEELING II.

Tijdelijke bepalingen betreffende de termijnen van aanslag en verjaring.

ART. 3.

Onverminderd de bepalingen van artikel 2 der wet van 24 October 1919, zullen de aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taksen, betreffende de dienstjaren 1913 tot 1919, tot 31 December 1920 mogen opgelegd worden.

ART. 4.

Worden verlengd tot 31 December 1920 :

1° De verjaringstermijnen die in den loop van het jaar 1920 zouden verstrijken betreffende de vervolgingen tot invordering van rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taksen ;

2° De termijn bepaald door artikel 5 der overgangswet van financiën van 28 December 1918, en voor zoover hij toepasselijk is op de invordering der rechten, interesten en boeten in zake erfenissen.

ART. 5.

Bij afwijking van artikel 36 van de wet op de rekenplichtigheid van 15 Mei 1846, zal de betaling der ge-

cées à charge de chacun des exercices 1910 à 1915 inclusivement pourra avoir lieu jusqu'au 31 décembre 1920.

Cette disposition s'étend aux ordonnances émises sur les budgets des provinces.

ART. 6.

Relativement aux intérêts et arrérages échus et non prescrits avant le 1^{er} août 1914 sur les titres de la Dette publique et les valeurs y assimilées, et relativement au capital de titres de l'espèce remboursables et non prescrits avant la même date, les délais respectifs de cinq ans et de trente ans fixés pour la prescription sont prolongés de cinq années, sans que toutefois la prescription puisse s'accomplir avant le 31 décembre 1920.

Quant aux intérêts ou arrérages échus et au capital devenu exigible du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1919, ils seront prescrits à l'expiration de la cinquième année pour les intérêts ou arrérages et de la trentième année pour le capital, délais à compter uniformément du 1^{er} janvier 1920, soit respectivement le 31 décembre 1924 et le 31 décembre 1949.

ART. 7.

Par dérogation à l'article 2277 du Code civil, les intérêts échus et non prescrits avant le 1^{er} août 1914 sur les sommes versées à la Caisse des Dépôts et Consignations, seront prescrits à l'expiration de la dixième année à compter de la date d'exigibilité, sans que toutefois la prescrip-

mandateerde schuldvorderingen ten laste van elk der dienstjaren 1910 tot 1915 inbegrepen, tot 31 December 1920 mogen geschieden.

Deze bepaling breidt zich uit tot de bevelen uitgegeven op de begrotingen der provincie.

ART. 6.

Betreffende de vóór 1 Augustus 1914 vervallen en niet verjaarde interesten en renten op de titels van de Openbare Schuld en de daarmee gelijkgestelde waarden en betreffende het kapitaal van soortgelijke titels uitbetaalbaar en niet verjaard voor zelfden datum, worden de wederzijdsche termijnen van vijf jaar en dertig jaar voor de verjaring vastgesteld met vijf jaar verlengd, echter zonder dat de verjaring vóór 31 December kan gebeuren.

Aangaande de van 1st Augustus 1914 tot 31 December 1919 vervallen interesten of achterstallen en het eischbaar geworden kapitaal, ze zullen verjaard, wezen bij 't vervallen van het vijfde jaar voor de interesten of renten en van het dertigste jaar voor het kapitaal, termijnen eenvormig van 1 Januari 1920 af te rekenen, hetzij wederzijdsch den 31 December 1924 en den 31 December 1949.

ART. 7.

Bij afwijking van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek, de vóór 1 Augustus 1914 vervallen en niet verjaarde interesten op de ter Kas van Bewaargevingen en Consignaties gestorte sommen, zullen verjaard wezen bij het verstrijken van het tiende jaar van den datum van

tion puisse s'accomplir avant le 31 décembre 1920.

Quant aux intérêts échus du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1919, ils seront prescrits à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1920.

ART. 8.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1919.

eischbaarheid af, echter zonder dat de verjaring vóór 31 December 1920 kan gebeuren.

Wat de van 1st Augustus 1914 tot 31 December 1919 vervallen interesten betreft, zij zullen verjaren na afloop van eenen termijn van vijf jaar ingaande den 1st Januari 1920.

ART. 8.

Deze wet wordt van 1 Januari 1920 af van kracht.

Gegeven te Brussel den 23st December 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

(10)

(1)

(N^o 26.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 DECEMBER 1919.

Wetsontwerp

betreffende de registratie van zekere akten en houdende tijdelijke bepalingen
in zake aanslag en verjaring.

Memorie van toelichting.

MIJNE HEEREN,

Luidens de bevelen van den Koning, heb ik de eer de Kamers voor te leggen een wetsontwerp behelzende eenige dringende bepalingen, die om er seffens de strekkingen van samen te vatten, de Staatsschatkist aanbelangen, sommige heel belangrijke handelstakken, een groot aantal door den oorlog beproefde belastingschuldigen en een nog grooter aantal houders der Belgische schulden der Congoleesche schuld.

Het ontwerp behelst, enerzijds, blijvende fiscale bepalingen (Afdeling I), anderzijds, tijdelijke, door de oorlogsomstandigheden genoodzaakte bepalingen in zake verjaring (Afdeling II). Onder deze laatste, gaat het tevens om de verjaring tegen de schatkist (art. 3 en 4) en de verjaring te zijnen bate (art. 5, 6 en 7).

ARTIKEL ÉÉN.

Koopwarenveilingen.

Artikel 1 der wet van 5 Juli 1860, aangevuld door artikel 13 van deze van 24 December 1903 stelde vrij van alle registratierecht, wanneer zij uitdrukkelijk zonder kosten voor de koopers geschieden, de koopwarenveilingen van andere als vervaardigde of anderzins gefabriceerde koopwaren waarvan de openbare verkoop door de wet van 20 Mei 1846 geregeld is.

De wet van 24 October laatstleden, heeft in zijn artikel 19 de afschaffing van artikel 1 der wet van 1860 uitgeroepen. Vandaar dat de veilingen voorheen door deze laatste bepaling van de belasting vrijgesteld, thans onderworpen zijn aan het registratierecht van 2.70 t. h., algemeen vastgesteld bedrag voor de veilingen van roerende voorwerpen die aan geen bijzonder fiscaal stelsel onderworpen zijn.

Welnu, ik heb moeten erkennen, naar aanleiding van allerjongste en afdoende mededeelingen, dat deze last van 2.70 t. h. van het bedrag der verkooping eene ernstige bedreiging uitmaakt voor de groote wol-, caoutchouc- en ivóormarkt die vóór den oorlog te Antwerpen bestond en aan 't heropheuren is. Het valt te vreezen dat, indien de veilingen, die doorgaans door de firmas aldaar gehouden worden, door dezen nieuwen last bezwaard werden, de invoer van deze koopwaren van Antwerpen afgeleid worde om den weg naar mededingende havens in te slaan.

Het fiscaal belang en de wensch de wetgeving gelijkvormig te maken, die tot hoogergermelde afschaffing aangespoord hebben, moeten hier zwichten voor een heel gewichtig staatshuishoudkundig belang. Ook heb ik niet geaarzeld de vroegere vrijstelling weder voor te staan.

Daartoe volstaat een tekst houdende terug van kracht wordning van de bepaling van 1860, zonder dat het noodig zij de gedeeltelijke afschaffing van artikel 19 van de wet van 24 October 1919 formeel uit te drukken,

ART. 2.

Berekening der rechten op onroerende veilingen.

In beginsel, in den titel van een contract of, gewoonlijker, van eene volledige zaak, worden de verschillende deelen die onderscheiden, van elkander onafhankelijke overeenkomsten of bepalingen uitmaken, afzonderlijk behandeld voor de toepassing van het registratierecht en, desvoorkomend, van het hypothecaire overschrijvingsrecht (art. 11 der wet van 22 Frimaire jaar VII; art. 25 der wet van 21 Ventôse jaar VII).

Dit is 't geval voor een proces-verbaal van openbare toewijzing van onroerende goederen in verschillende koopen. Welnu, wanneer de koopen talrijk zijn, 't geen dikwijls gebeurd, vergt de berekening van de rechten, artikel per artikel, volgens dezen regel, een kostelijken tijd van den ontvanger der registratie, belast met de heffing der twee belastingen en later van den hooger ambtenaar met het nazien belast, het alles zonder merkbaar voordeel voor de Schatkist.

Als uitvloeisel uit deze gesplitste berekening moet de ontvanger, in het kwijtschrift onderaan of in rande van de akte geschreven, onderscheidenlijk de voor elke koop geheven som vermelden (artikel 57 der wet van frimaire).

Deze omstandigheid der heffing is zonder praktisch nut betreffende akten waarvan hier sprake, daar elke kooper de rechten, eereloonen en andere kosten voldoet in handen van den notaris door middel van het percent dat hiertoe onveranderlijk bedongen is.

Er bestaat dus alle reden om de gezamenlijke berekening toe te laten op het geheel der koopen waarvan de verkooping aan denzelfden tarief onderworpen is, zooals geregeld is voor de roerende veilingen (artikel 6 der wet 22 pluviöse jaar VII).

ART. 3 en 4.

Termijnen van aanslag en verjaring.

Artikel 2 van de begrootingswet van 24 October II., bepaalt op vijf jaar

den termijn voor de verjaring van de gesloken rechten inzake rechtstreeksche belastingen en daarmee gelijkgestelde taksen.

Anderzijds bevat de overgangswet van Financiën van 28 December 1918 een omstandigheidsmaatregel die toelaat tot 31 December 1919 uit te oefenen de eisch tot betaling der belastingen, taksen en andere opbrengsten die gedurende den oorlog zouden verjaard zijn.

Deze bepalingen volstaan niet om de invordering te verzekeren van de rechten van verschillende soort welke belastingschuldigen hebben getracht te ontduiken en die onbetaald blijven wegens uit den oorlog voortgesproten beletsel.

De wettige termijnen voor den aanslag in de rechtstreeksche belastingen wisselen af, naar de soort, van een tot vijf jaar. Talrijke aanslagen over het oorlogstijdperk konden binnen den gestelden tijd niet worden opgelegd. Name-lijk Belgische of vreemde vennootschappen met aandeelen, hebben nog hunne aangiften niet ingediend voor de heffing van de taks op hunne winsten over de boekjaren 1913, 1914 en 1915 hetzij het hun onmogelijk is geweest hunne balansen te sluiten, hetzij om andere oorzaken. Anderzijds blijkt uit het nazien der aangiften gedaan voor de vestiging van de bijzondere belasting op de oorlogswinsten dat de belastingschuldigen in mindering brengen, als vooroorlogsche winsten, merkkelijk hooger sommen dan die waarop zij voor het patentrecht werden aangeslagen. Om deze redenen, in 't belang der Schatkist en met het oog op fiscale gelijkheid, bedingt artikel 3 dat de aanslagen over de boekjaren 1913 tot 1919 tot 31 December 1920 mogen opgelegd worden.

Van den anderen kant heeft de dagelijksche toepassing der wetten op de rechtstreeksche belastingen en de erfenisrechten, in den loop van het jaar dat gaat eindigen, de noodwendigheid doen erkennen den omstandigheids-termijn die den 31 dezer maand verstrijkt met een jaar te verlengen. Hoofdzakelijk in het belang der belastingschuldigen wordt deze maatregel voorgeslagen, want, bij gebrek aan verlenging, ware het beheer verplicht geweest, in een zeer groot aantal gevallen, vervolgings akten te doen beteekenen om de verjaring te stuiten, nutteloos krenkende en kostelijke akten die daarenboven den reeds overlasten ambtenaren nog eene vermeerdering van werk veroorzaakt.

De hier in sprake komende staatsbelastingen zijn de rechtstreeksche belastingen (grond en personeele, patent, taks op de werkelijke inkomsten en winsten, enz.) en de erfenisrechten.

De uitdrukking « daarmee gelijkgestelde taxes » omvat bovendien de bijzondere taxes der provinciën en der gemeenten aan dewelke de in artikel 4 voorgestelde bepalingen insgelijks van nut zullen zijn.

De bepalingen der artikelen 3 en 4 zijn in 't belang der openbare Schatkist; diegene der artikelen 5, 6 en 7 zijn in 't belang van 's Staatsschuld-eischers.

ART. 5.

Betalingsbevelen.

Luidens artikel 36 der comptabiliteitswet verjaren de betalingsbevelen ten laste des schatkist met vijf jaar te rekenen van 1 Januari van het dienstjaar waarop zij betrekking hebben. Aldus werd een betalingsbevel, ten laste van het dienstjaar 1910 uitgegeven en onbetaald gebleven, op 31 December 1914 door verjaring getroffen.

Feitelijk bleven tal van schuldvorderingen, waarvoor betalingsbevelen werden uitgevaardigd op een tijdstip dat drie en vier jaar den oorlog voorafgaat, bij de belanghebbenden hangende, ten gevolge van verschillende oorzaken die zich te allen tijde voordoen. Anderdeels heeft het Belgisch beheer gedurende de vijf laatste maanden van 1914 en gedurende het jaar 1915 een groot aantal betalingsbevelen uitgevaardigd waarvan de bezettende macht de betalingen verbood en die op dezen stond nog niet werden opgetrokken, 't zij dat de rechthebbenden, tot bij het einde der vijandelijkheden verbannen, in het vaderland zijn teruggekeerd, 't zij dat de genothebbenden dergenen die overleden zijn bij vergetelheid nagelaten hebben, of zich in de onmogelijkheid bevinden, het noodige te doen en de vereischte bewijzen te verstrekken.

Dit geldt namenijk voor kwartalen van pensioen, voor opeischingen in 1914 door ons leger gedaan, voor schuldvorderingen wegens werken en leveringen van vóór den oorlog, voor interesten op de borstelingen in geldspeciën, enz.

De algemeene bepaling opgenomen in artikel 5 der overgangsfinanciën-wet van 28 December 1918, houdende opheffing der verjaringen ingetreden gedurende het oorlogstijdvak (van 1 Augustus 1914 tot 31 December 1918) en een nieuwen termijn verleende tot 31 December 1919 ter uitoefening der verjaarde rechten, volstaat dus niet ten opzichte van tal van schuldeischers van den Staat, slachtoffers van rampspoedige omstandigheden.

Artikel 5 verlengt dit tijdsbestek met één jaar ten opzichte van de betalingsbevelen verjaard in den loop van het tijdvak van 31 December 1914 tot 31 December 1919.

De maatregel behoort te worden uitgestrekt tot de betalingsbevelen uitgevaardigd door de Provinciale Besturen, daar deze bevelen door dezelfde verjaring als die van den Staat worden getroffen (art. 53 der comptabiliteitswet).

ARTIKEL 6 EN 7.

Achterstallen, uitkeerbaar geworden kapitalen,

De schuldvorderingen ten laste van den Staat, zijn onderworpen, indien zij te dien opzichte door geen bijzondere bepalingen worden beheerscht, aan de verjaring van gemeen recht (Burgerlijk Wetboek, artikel 2227) : het tijdsbestek omvat dertig jaren voor de schuldvorderingen in kapitaal (artikel

2262), vijf jaren voor diegenen welke per jaar of op kortere periodische termijnen betaalbaar zijn (artikel 2277).

Aldus is de dertigjarige verjaring van toepassing op de titels der Openbare Schuld die in kapitaal uitkeerbaar zijn geworden en de vijfjarige verjaring op hunne interesten of achterstallen, en ook op de interesten der in de kas voor bewaargevingen en gerechtelijke bewaarestellingen gestorte sommen.

Men weet dat de bezettende macht den financieelen dienst der Openbare Schuld en dien der gerechtelijke bewaarestellingen volkomen heeft geschorst. Vanwaar de noodzakelijkheid de verjaringen op te heffen die intraden van 1 Augustus 1914 af, betreffende kapitalen in verband met de Openbare Schuld, bij voorbeeld obligatiën der Annuïteitenkas bij de trekking uitgekomen, en betreffende interesten of achterstallen der rechtstreeksche of onrechtstreeksche, geconsolideerde of vlottende schuld.

De hoofdgedachten der artikelen 6 en 7 is aan het normaal tijdsbestek der verjaring eenen termijn van vijf jaren toe te voegen, overeenstemmende met het tijdvak dat men dient te beschouwen als feitelijken duur van den oorlog.

Een koninklijk besluit van 26 October 1914, getroffen krachtens de buitengewone macht bij de wet van 4 Augustus voorgaande aan den Koning verleend, heeft « tijdens den duur van den oorlog alle verjaringen of verval in burgerlijke zaken » geschorst, ten voordeele van de personen die zich door het feit der bezetting belet bevonden hunne rechten en vorderingen uit te oefenen. Het komt ongepast voor te onderzoeken of, in welke mate en voorwaarden, dit besluit van toepassing was op de zaken waarvan thans sprake. Veeleer behooren zij door nieuwe bepaling te worden geregeld die op nauwkeurige wijze de grenzen afbakenen die behooren toegewezen aan de gevolgen der schorsing van recht en der feitelijke beletsels.

Artikel 6 maakt onderscheid tusschen de schuldvorderingen (in kapitaal of in interesten of achterstallen) die vóór den oorlog eischbaar waren en die welke het sedert den aanvang der vijandelijkheden zijn geworden. Aangaande hetgeen vóór den oorlog verschuldigd was, verlengt het 1^{ste} lid met vijf jaren den normalen verjaringstermijn, wijl het zelfs een aanvullend tijdsbestek bepaalt ten voordeele der oudste schuldvorderingen: de bepaling houdt dat de opnieuw geregelde verjaring niet vóór 31 December 1920 zal kunnen intreden, aldus schuldeischers tegemoetkomend wier rechten zonder die verzachting, in den loop van het eerste, nog zeer abnormale en beroerde jaar, (1919), dat de herstelling volgde, zouden vervallen zijn. Betreffende hetgeen sedert het begin aan den oorlog is vervallen, doet het tweede lid het normaal tijdsbestek der verjaring loopen, niet van de eischbaarheid af, maar van een eenvormigen datum af: 1 Januari 1920; het practisch nut dezer bepaling, hare noodwendigheid mag men zeggen valt lichtelijk te beseffen ten opzichte van het werk der agenten belast met het betalen en het nazien der geweldige hoeveelheid coupons die met verschillende vervaltijden zich over een tijdvak van vijf jaren en half ongeveer opvolgen (1 Augustus 1914-31 December 1919).

Artikel 7 bepaalt zich er toe op de interesten der gerechtelijke bewaarstellingen het verjaringsplan toe te passen dat bij artikel 6 wordt opgemaakt betreffende de interesten of achterstallen der openbare schuld. Men weet dat inzake bewaarstellingen geen sprake is van verjaring van 't kapitaal ten bate van den Staat-bewaarhouder (burgerlijk wetboek, artikel 2236).

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

PROJET DE LOI

concernant l'enregistrement des certains actes et contenant des dispositions temporaires en matière de cotisation et de prescription.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

SECTION I.

Droits d'enregistrement.

ARTICLE PREMIER.

Est remis en vigueur l'article premier de la loi du 5 juillet 1860, complété par l'article 13 de celle du 24 décembre 1906, accordant conditionnellement l'exemption du droit d'enregistrement à certaines ventes publiques de marchandises.

ART. 2.

Par modification à l'article 11 de la loi du 22 frimaire an VII, dans le cas d'une adjudication publique

WETSONTWERP

betreffende de registratie van zekere akten en houdende tijdelijke bepalingen in zake aanslag en verjaring.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen, waarvan de inhoud volgt :

AFDEELING I.

Registratierechten.

ARTIKEL EEN.

Wordt opnieuw in werking gesteld artikel 1 der wet van 5 Juli 1860, aangevuld bij artikel 13 dergene van 24 December 1906, waarbij voorwaardelijk vrijdom van registratierecht wordt verleend aan zekere openbare verkoopen van goederen.

ART. 2.

Bij wijziging van artikel 11 der wet van 22 frimaire jaar VII, wordt in geval van eene openbare toewij-

d'immeubles en plusieurs lots, le droit est perçu cumulativement sur l'ensemble des lots soumis au même tarif, compris dans un même procès-verbal.

SECTION II.

Dispositions temporaires concernant les délais de cotisation et de prescription.

ART. 3.

Sans préjudice aux dispositions de l'article 2 de la loi du 24 octobre 1919, les cotisations en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, afférentes aux exercices 1913 à 1919, pourront être établies jusqu'au 31 décembre 1920.

ART. 4.

Sont prorogés au 31 décembre 1920 :

1° Les délais de prescription qui expireraient dans le cours de l'année 1920 relativement aux poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées;

2° Le délai établi par l'article 5 de la loi transitoire de finances du 28 décembre 1918, en tant qu'il s'applique au recouvrement des droits, intérêts et amendes en matière de succession.

ART. 5.

Par dérogation à l'article 36 de la loi de comptabilité du 15 mai 1846, le paiement des créances ordonnan-

cing van onroerende goederen in verschillende koopen, het recht geheven gezamenlijk op de geheelheid der koopen aan eenzelfden tariefonderwerper, in eenzelfde proces-verbaal begrepen.

AFDEELING II.

Tijdelijke bepalingen betreffende de termijnen van aanslag en verjaring.

ART. 3.

Onverminderd de bepalingen van artikel 2 der wet van 24 October 1919, zullen de aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen en daarmee gelijkgestelde taksen, betreffende de dienstjaren 1913 tot 1919, tot 31 December 1920 mogen opgelegd worden.

ART. 4.

Worden verlengd tot 31 December 1920 :

1° De verjaringstermijnen die in den loop van het jaar 1920 zouden verstrijken betreffende de vervolgingen tot invordering van rechtstreeksche belastingen en daarmee gelijkgestelde taksen;

2° De termijn bepaald door artikel 5 der overgangswet van financiën van 28 December 1918, en voor zoover hij toepasselijk is op de invordering der rechten, interesten en boeten in zake erfenissen.

ART. 5.

Bij afwijking van artikel 36 van de wet op de rekenplichtigheid van 15 Mei 1846, zal de betaling der ge-

cées à charge de chacun des exercices 1910 à 1913 inclusivement pourra avoir lieu jusqu'au 31 décembre 1920.

Cette disposition s'étend aux ordonnances émises sur les budgets des provinces.

ART. 6.

Relativement aux intérêts et arrérages échus et non prescrits avant le 1^{er} août 1914 sur les titres de la Dette publique et les valeurs y assimilées, et relativement au capital de titres de l'espèce remboursables et non prescrits avant la même date, les délais respectifs de cinq ans et de trente ans fixés pour la prescription sont prolongés de cinq années, sans que toutefois la prescription puisse s'accomplir avant le 31 décembre 1920.

Quant aux intérêts ou arrérages échus et au capital devenu exigible du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1919, ils seront prescrits à l'expiration de la cinquième année pour les intérêts ou arrérages et de la trentième année pour le capital, délais à compter uniformément du 1^{er} janvier 1920, soit respectivement le 31 décembre 1924 et le 31 décembre 1949.

ART. 7.

Par dérogation à l'article 2277 du Code civil, les intérêts échus et non prescrits avant le 1^{er} août 1914 sur les sommes versées à la Caisse des Dépôts et Consignations, seront prescrits à l'expiration de la dixième année à compter de la date d'exigibilité, sans que toutefois la prescrip-

mandateerde schuldvorderingen ten laste van elk der dienstjaren 1910 tot 1913 inbegrepen, tot 31 December 1920 mogen geschieden.

Deze bepaling breidt zich uit tot de bevelen uitgegeven op de begrotingen der provincie.

ART. 6.

Betreffende de vóór 1 Augustus 1914 vervallen en niet verjaarde interesten en renten op de titels van de Openbare Schuld en de daarmee gelijkgestelde waarden en betreffende het kapitaal van soortgelijke titels uitbetaalbaar en niet verjaard voor zelfden datum, worden de wederzijdsche termijnen van vijf jaar en dertig jaar voor de verjaring vastgesteld met vijf jaar verlengd, echter zonder dat de verjaring vóór 31 December kan gebeuren.

Aangaande de van 1st Augustus 1914 tot 31 December 1919 vervallen interesten of achterstallen en het eischbaar geworden kapitaal, ze zullen verjaard wezen bij 't vervallen van het vijfde jaar voor de interesten of renten en van het dertigste jaar voor het kapitaal, termijnen eenvormig van 1 Januari 1920 af te rekenen, hetzij wederzijdsch den 31 December 1924 en den 31 December 1949.

ART. 7.

Bij afwijking van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek, de vóór 1 Augustus 1914 vervallen en niet verjaarde interesten op de ter Kas van Bewaargevingen en Consignaties gestorte sommen, zullen verjaard wezen bij het verstrijken van het tiende jaar van den datum van

tion puisse s'accomplir avant le 31 décembre 1920.

Quant aux intérêts échus du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1919, ils seront prescrits à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1920.

ART. 8.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1919.

eischbaarheid af, echter zonder dat de verjaring vóór 31 December 1920 kan gebeuren.

Wat de van 1^o Augustus 1914 tot 31 December 1919 vervallen interesten betreft, zij zullen verjaren na afloop van eenen termijn van vijf jaar ingaande den 1^o Januari 1920.

ART. 8.

Deze wet wordt van 1 Januari 1920 af van kracht.

Gegeven te Brussel den 23^e December 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.
